L'Est Républicain - Région Lorraine / Ma. 2 Février 2016

Santé Résultats d'une enquête sur le profil des patients reçus dans les structures d'addictologie en Lorraine

Alcool, tabac : 4.200 décès annuels

Nancy. Le constat est sans appel : les deux premières causes de mortalité évitables en France sont l'alcool et le tabac. En Lorraine, les chiffres sont éloquents : 2.800 décès par an attribuables au tabac ; 1.400 à l'alcool, sans parler de ses conséquences délétères sur les plans familial, social, professionnel (violences conjugales, incivilités, absentéisme, accidents du travail).

Hier, dans le cadre d'une rencontre sur le thème « Prévention et offre de soins en addictologie en Lorraine », ont été présentés les résultats d'une enquête sur le profil des patients reçus dans les structures d'addictologie de tous types, qu'il s'agisse de Centres de soins, d'accompagnement et de prévention (Csapa), de consultations hospitalières, d'unités de sevrage, de consultations Jeunes consommateurs, etc.

Menée sur une semaine en 2014, cette enquête a permis de recueillir les réponses de 1.314 personnes accueillies au sein de 39 structures dans la région. Profil de ces patients ? Des hommes majoritairement, jeunes le plus souvent, pour moitié sans activité professionnelle, vivant seul pour un tiers d'entre eux, 40 % résidant dans un logement précaire.

Les produits les plus consommés ? L'alcool pour près de 46 % des personnes sondées, suivi par le tabac (près de 34 %), le cannabis (27 %), l'héroïne (16,5 %), la cocaïne (9 %) et les benzodiazépines, ces molécules utilisées contre les troubles du sommeil ou encore l'anxiété (6,6 %).

Conduites addictives et troubles psy

Cette enquête montre que ces produits sont rarement consommés seuls mais aussi une « très forte intrication entre les problèmes psychiatriques et les conduites addictives », fait observer Michel Bonnefoy, directeur de l'Orsas (Observatoire régional de la santé et des affaires sociales). Une personne sur cinq ayant répondu au questionnaire a fait une tentative de suicide.

L'analyse des parcours de soins montre que la majorité des patients sont suivis en Csapa, que 50 % des personnes interrogées sont venues consulter d'elles-mêmes et qu'une sur 10 seulement a été orientée par son médecin référent.

■ **Les Consultations Jeunes Consommateurs sont des lieux d'accueil anonymes et gratuits.** Photo d'archives Nicolas BARREAU

Cet état des lieux doit permettre à l'Agence régionale de santé (ARS) d'Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine de « mieux structurer » les dispositifs existants, « la lutte contre les addictions étant une de nos priorités », rappelle le Dr Annick Dieterling, directrice adjointe de la santé publique. Au rang des améliorations prônées par le Pr François Paille, président du réseau de santé Loraddict « un repérage plus précoce par les généralistes » qui ne disposent pas forcément des outils nécessaires.

La rencontre d'hier était organisée conjointement par le réseau Loraddict qui a mené cette enquête, l'Orsas et l'ARS qui lui ont apporté leur soutien.

M.H.V.

Repères

▶ La rencontre a été l'occasion d'un point sur la place des addictions dans la nouvelle loi de santé.

▶ **Alcool** : pour le Pr François Paille, chef du service de médecine L au CHRU de Nancy, « l'article concernant l'assouplissement de la publicité vide de sa substance la loi Evin ». Le Pr Paille explique : « L'un des points clé de la prévention, c'est la réduction de l'offre ».

▶ **Tabac** : le Pr Yves Martinet, chef du service de pneumologie du CHRU de Nancy et président du Comité national contre le tabagisme, rappelle que « fumer n'est pas un comportement banal ». En dénonçant « le lobby pro-tabac tellement puissant en France », il prône le strict contrôle de l'âge de leurs clients par les buralistes, le strict respect de l'interdiction de fumer dans les lieux publics, citant entre autres l'exemple des bars à chicha. Le paquet neutre devrait de son avis « s'accompagner d'une hausse des taxes, l'arme la plus efficace » dans la lutte contre le tabagisme. Si la France compte 30 % de fumeurs, ils ne sont que 16 % en Australie, 15 % en Angleterre, rappelle-t-il.